



Les partenaires sociaux appellent tous les niveaux de pouvoir à résoudre rapidement et de manière cohérente les problèmes de mobilité

Les partenaires sociaux des conseils consultatifs fédéraux et régionaux appellent tous les gouvernements à s'attaquer d'urgence aux problèmes de mobilité. Les gouvernements sont également invités à se concerter et à coordonner leurs actions afin de garantir la cohérence de la politique de mobilité. Une solution à la congestion croissante ne peut être trouvée qu'à travers une combinaison équilibrée d'instruments politiques. Ce mix d'instruments requiert une collaboration entre les différents niveaux de pouvoir.

Les problèmes de mobilité ont un impact négatif considérable

Les problèmes de mobilité de plus en plus aigus sont néfastes pour l'économie, le fonctionnement du marché du travail, l'environnement et la santé publique. Les partenaires sociaux sont très préoccupés par l'inaccessibilité croissante des pôles d'activité économique et des pôles d'emploi du pays. Ils s'inquiètent également de la difficulté croissante de se rendre au travail pendant les heures de pointe, laquelle a un impact négatif profond sur un groupe important d'utilisateurs de la mobilité qu'ils représentent.

Renforcer la concertation et passer à l'action

Pour les partenaires sociaux, la politique de mobilité doit viser une accessibilité plus durable. Les ministres responsables devraient mieux utiliser les organes de concertation existants et mieux se concerter entre eux. La transparence et la consultation des partenaires sociaux sont cruciales pour créer une adhésion sociétale qui sera déterminante pour la réussite de la politique de mobilité. Les partenaires sociaux estiment que la concertation interfédérale doit se focaliser sur les investissements dans la mobilité, une fiscalité plus intelligente, le fait de faciliter des solutions innovantes en matière de mobilité et une plus grande multimodalité. Ce dernier aspect exige une meilleure collaboration entre les opérateurs de transport.

Jan De Brabanter, Président du CESRBC : « S'il y a bien une région qui a tout intérêt à ce qu'une concertation interrégionale structurée sur la mobilité soit menée, c'est bien la capitale-région, et les partenaires sociaux bruxellois doivent y être associés. Ainsi, nous pouvons contribuer à des solutions négociées en matière de mobilité où les navetteurs sont considérés comme une opportunité et non pas comme un problème. »

Yvan Hayez, Président du CESW: « Une mobilité durable exige une concertation politique, sectorielle et sociétale »

Hans Maertens, Président du SERV : « L'accessibilité de nos centres d'activité économique est cruciale pour notre croissance économique. La recherche d'une solution aux problèmes de mobilité est donc la priorité absolue de notre agenda. Les solutions structurelles sont sur la table et sont connues de tous. Afin de pouvoir s'attaquer à ce problème rapidement et de manière structurelle, il est important que tous les pouvoirs publics collaborent efficacement en vue d'aboutir à un résultat concret. L'appel à l'ensemble des ministres de la mobilité n'est en fait rien de plus qu'une demande de gouvernance saine

et efficace, également au sein des organes de concertation interfédéraux. Et ce afin d'éviter que nous soyons prochainement tous à l'arrêt en Flandre. Ils trouveront auprès des partenaires sociaux un appui et un soutien pour des mesures courageuses. »

Robert Tollet, Président du CCE : *« Les interlocuteurs sociaux représentent un groupe important d'utilisateurs de la mobilité. Ne pas les associer à l'élaboration d'une vision interfédérale de mobilité serait une occasion manquée ! »*